

## DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DES ASSOCIATIONS MEMBRES OU CANDIDATES À L'UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS AGRÉÉES DU SYSTÈME DE SANTÉ

*Déclaration à remplir par le-la responsable de l'association adhérente*

Je soussigné-e, Jean-Marie ANDRES

Président-e de l'association CNAFC

Certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements suivants :

### 1. Sur l'association

Objet social : La Confédération Nationale des Associations Familiales Catholiques a succédé en 1955 à l'Union Nationale des Associations Catholiques des Chefs de Famille créée en 1911. La famille, communauté de vie et d'amour, union d'un homme et d'une femme, établie par le lien indissoluble du mariage librement contracté et affirmé publiquement, ouverte à la vie, éducatrice de ses membres, cellule de base de la société, constitue la référence de la Confédération Nationale des Associations Familiales Catholiques. Elle regroupe les Associations et les Fédérations d'A.F.C.

Membres du bureau (et leur situation sociale<sup>1</sup>) : tous bénévoles

Jean-Marie	ANDRES	Président	Ingénieur
------------	--------	-----------	-----------

<sup>1</sup> Salarié-e (préciser la profession), retraité-e, étudiant-e, etc.



Pascale	MORINIERE	Vice-présidente	Médecin (sans exercice)
Paul	DE GUIGNE	Secrétaire général	Retraité - Banque et finance
Marc	MEYER	Trésorier	Ingénieur
Jean-Joseph	BODET	Membre du bureau	Retraité-Education nationale
Laurent	GIRY	Membre du bureau	Strategic business developpement Manager
Marie	LEGRAND	Membre du bureau	Infirmière (sans exercice)

## **2. Sur les ressources de l'association (pour les trois dernières années)**

**Voir Bilans et comptes de résultats joints**

<b>Ressources pour l'année ....</b>			
<b>Source</b>	<b>Identité des financeurs</b>	<b>Montant du financement, dons, etc.</b>	<b>Pourcentage du budget total</b>
Cotisations des adhérents			
Subventions publiques			



Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)			
Financements privés			
Activités économiques de l'association			
Autres sources de financements			
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE ..... :</b>			

<b>Ressources pour l'année ....</b>			
<b>Source</b>	<b>Identité des financeurs</b>	<b>Montant du financement, dons, etc.</b>	<b>Pourcentage du budget total</b>
Cotisations des adhérents			
Subventions publiques			



Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)			
Financements privés			
Activités économiques de l'association			
Autres sources de financements			

**TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE ..... :**

Ressources pour l'année ....			
Source	Identité des financeurs	Montant du financement, dons, etc.	Pourcentage du budget total
Cotisations des adhérents			
Subventions publiques			



Dons et Legs (locaux, matériels, etc.)			
Financements privés			
Activités économiques de l'association			
Autres sources de financements			
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE L'ANNÉE ..... :</b>			

**PRODUIRE EN ANNEXE LE BUDGET TOTAL DE L'ASSOCIATION PAR ANNÉE  
D'EXERCICE (BILAN ET COMPTE D'EXPLOITATION) DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES**





### 3. Sur les liens d'intérêts non-financiers

#### 3.1. Liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, etc.

Organisme (syndicat, think tank, parti ou mouvement politique, association, fondation, etc.)	Nature du lien (soutien politique, collaboration, etc.)	Période
UNAF	adhérent	En cours
AFOCAL	adhérent	En cours
UNAFSS	adhérent	En cours
FAFCE	adhérent	En cours




### **3.2. Présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association**

Participation de professionnels de santé (en ou hors activité) ou de l'action sociale aux instances de gouvernance de l'association (indiquer le nombre et le pourcentage par rapport à la totalité des membres des instances de gouvernances) :

Tableau des membres du CA (bénévoles) joint.

2 professionnels de la santé sur 24 membres, soit 8,33%



#### 4. Pièces à joindre à la présente déclaration :

- Nom, prénom et profession des membres du conseil d'administration de l'association ;
- Présentation de l'association et des principaux motifs d'adhésion ;
- Budget total de l'association par année d'exercice (bilan et compte d'exploitation) des trois dernières années ;
- Dernière version des statuts publiés au Journal officiel ;
- Agrément santé (décision d'agrément et formulaire de demande) ;
- Lettre d'engagement prévue à l'article 1.1 du règlement intérieur de l'UNAASS.

#### 5. Mentions légales

- 5.1. *Les informations recueillies seront informatisées et cette déclaration pourra être publiée sur le site internet de l'Union.*
- 5.2. *L'Union, par l'intermédiaire de son Comité de déontologie et de prévention des conflits, est responsable du traitement ayant pour finalité la vérification de l'indépendance de l'association en confrontant les liens déclarés, aussi bien financiers que non financiers (notamment liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association) aux objectifs de la mission de l'association envisagée au sein de l'Union au sein de l'Union.*
- 5.3. *Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ; Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mél à l'adresse suivante : [deontologie@france-assos-sante.org](mailto:deontologie@france-assos-sante.org).*
- 5.4. *La présente déclaration doit être actualisée dès qu'une modification intervient, et au minimum annuellement même sans modification.*
- 5.5. ***Toute déclaration mensongère est susceptible d'entraîner la radiation de l'association après avis du comité de déontologie.***
- 5.6. ***Aux termes de l'article L.441-1 du Code pénal « Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. »***

Fait à Paris

Le 21 décembre 2018